



Sommaire

Sujets	pages
Editorial	2
Le CONGO-Kinshasa et la levée de l'interdiction des activités des partis politiques	2
Les épines dans les pieds de l'AFRIQUE	2
La tradition démocratique des sociétés Africaines	3
La guerre en R.D.C. bénéficie économiquement aux pays agresseurs	3
Comment les rebelles pourront-ils gouverner les populations qui leur sont pourtant hostiles ?	3
La guerre continentale.	3, 4
Le mystère du CONGO-Brazza.	4
Combien de fois l'ANGOLA doit-il négocier avec l'UNITA ?	4
Seul les CONGOLAIS pourront valablement sauver leur pays.	4, 5
Les Pratiques de l'ambassade du CONGO à PARIS.	5

Editorial

Du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest et au Centre de l'AFRIQUE un dénominateur commun répond présent ; "la guerre ". Celle-ci devrait être seulement ; le moyen de défense d'une cause noble, lorsque les solutions pacifiques sont complètement épuisées.

Ce monde a connu des guerres utiles souvent au départ, de caractère défensif ; à l'exemple des guerres d'indépendance auxquelles se sont livrés l'ANGOLA, le MOZAMBIQUE, La GUINNEE-BISSAU contre le PORTUGAL, les ETAS-UNIS contre l'ANGLETERRE, l'ANC contre le régime d'apartheid, l'AFDL contre le régime MOBUTU.

Les guerres malheureusement inutiles dans la majorité des cas consistent à empêcher le progrès ou le développement des peuples ; cela est bien sûr la principale caractéristique des guerres que connaissent beaucoup des pays du TIERS-MONDE qui ont choisi en priorité leurs intérêts nationaux.

Il est tout à fait clair aujourd'hui, que d'une part à l'AFRIQUE qui veut se prendre à charge, on lui impose des guerres inutiles pour qu'elle y renonce ; d'autres part les populations, qui subissent une misère permanente entretenue par l'incompétence de leurs dirigeants, contre lesquels par manque d'alternatives, elles sont obligées de mener des guerres de libération que l'on peut qualifier de juste.

Après la guerre, ne faut-il pas la paix pour permettre un réel développement ? Les guerres d'Afrique profitent à tellement de monde, qu'à la place de la paix c'est souvent une guerre qui succède à une autre.

Le CONGO - Kinshasa et la levée de l'interdiction des activités des partis politiques.

Témoins d'une distraction permanente, entretenue par le pouvoir de la deuxième république, le peuple CONGOLAIS avait souhaité le changement politique. Après des années de lutte pour obtenir la démocratie, seul moyen devant permettre de proposer des alternatives à la façon de gérer l'état, l'ouverture qui aboutit à la conférence nationale en 1992 fut pour le peuple; l'espoir d'obtenir le changement qu'il avait longtemps revendiqué.

Les acteurs de la deuxième république contournèrent le but de cette conférence, en organisant ; la multiplication des partis basés sur le clientélisme permettant ainsi l'existence de 400 partis dont 90% inféodés à leur pouvoir.

MOBUTU a vu son pouvoir renforcé, tuant ainsi l'espoir et dépouillant de tout son sens, le contenu de la conférence nationale.

La période entre 1990 et 1996, les acteurs de la deuxième république n'étant plus sûr de leur maintien éternel au pouvoir; elle est celle pendant laquelle à cause de sa résistance, le peuple a été le plus soumis au terrorisme du pouvoir.

Aujourd'hui, grâce aux divers témoignages; le peuple CONGOLAIS non seulement accueille avec satisfaction, la levée de l'interdiction des activités des partis politiques mais aussi félicite le pouvoir pour le respect de la parole donnée.

Sûrement conscients qu'en AFRIQUE, les différences tribales et ethniques ont toujours fait l'objet d'utilisation politique, par les spécialistes de la manipulation; on observe un énorme soutien populaire à la décision du pouvoir, obligeant les partis politique à avoir une assise véritablement nationale; par une représentativité étendue à toutes les régions du pays.

Pourtant prévue longtemps en avance, cette réforme politique est compliquée, par l'état de guerre que subit le CONGO.

Le peuple est déterminé à choisir lui même dans l'avenir, par la voix des urnes ceux qui devront le représenter où gérer l'état et il rejette par conséquent, toute idée de "gouvernement d'union nationale".

Les CONGOLAIS approuvent les recherches des solutions devant mener à la fin de l'agression du pays, sans modification les décisions prises, par le pouvoir concernant; les activités des partis politiques.

Les épines dans les pieds de l'AFRIQUE.

Dans un monde dynamique, tout ce qui ne bouge pas se trouvera distancé ; par rapport à n'importe quel point de référence, la distance ainsi obtenue représente le niveau du recul. On peut facilement dire ; " qui n'avance pas recule", cette phrase fait hélas partie de la réalité Africaine d'aujourd'hui. A-t-on déjà trouvé au monde des peuples qui détestent avancer ?

En Afrique des individus ayant reçu de l'instruction parfois, dans les meilleures universités du monde sont parmi ceux là, qui ont évité tout avancement et contribué à l'appauvrissement de leurs pays.

En observant bien, on remarque deux types ces individus :

le premier, regroupe des hommes de pouvoir qui excluent de leur vision l'intérêt national, tout en favorisant dans le même temps les intérêts, des pays ou des groupes puissants étrangers, qui leur assurent un bénéfice personnel.

le deuxième, regroupe des hommes qui s'opposent contre tout pouvoir, qui se donne comme priorité la défense des intérêts indéfinis. Leurs actions sont souvent soutenues par des pays ou des groupes puissants étrangers.

La tradition démocratique des sociétés Africaines.

Beaucoup parmi les dictateurs d'Afrique et leurs soutiens extérieurs tentent de justifier, ces dictatures en prétendant que ; la dictature fait partie de la tradition africaine. Ceux qui se donneront la peine, de regarder plus près dans l'histoire et l'environnement traditionnel, ils s'apercevront de la véritable identité Africaine, en matière de pouvoir.

Sauf des rares exceptions, en Afrique noire, une personne ne devient pas chef de famille parce qu'elle est le plus riche financièrement, mais plutôt lorsqu'elle est prétendue plus sage et acceptée par l'ensemble de la famille.

Les décisions ne sont jamais prises par une seule personne, mais plutôt après l'approbation d'un conseil de sages.

Ce type d'organisation était ; celui en vigueur à tous les niveaux de la structure des sociétés d'Afrique Noire. Même si les plus hauts niveaux et certaines familles ont été atteints par le clientélisme occidental, on retrouve encore ce fonctionnement démocratique, dans beaucoup de familles.

La guerre en R.D.C. bénéficie économiquement aux pays agresseurs.

Les états qui ont choisi, de soutenir la cause CONGOLAISE contre l'occupation RWANDO-OUGANDAISE ; souffrent actuellement des pertes financières et humaines (militaires) causées par leur présence sur les champs de batailles. De ce fait les équilibres intérieurs de ces différents pays sont menacés, avec en plus les pressions des pays et groupes puissants identifiés comme organisations anti KABILA. On peut imaginer les difficultés économiques auxquelles ils sont obligés de faire face.

La Coalition RWANDO-OUGANDAISE, tellement habituée à la guerre ne semble pas préoccupée par des pertes militaires ; elle peut être considérée comme bénéficiaire. En occupant le CONGO elle gagne l'argent qu'elle ne gagnera plus, si elle se retirait. Le sous sol de ces deux pays étant très pauvres, la fin de l'occupation signifierait pour eux ; une grosse perte financière.

Ces bénéficiaires expliquent le soutien même faible des populations de ces deux pays, à la campagne de conquête que mènent leurs dirigeants contre la République Démocratique du CONGO.

Comment les Rebelles pourront-ils gouverner les populations qui leur sont pourtant hostiles?

Après un rappel à l'ordre des dirigeants de la guerre; Mr Museveni et Mr Kagame à l'adresse des collabos CONGOLAIS afin de dissiper les divergences, qui apparaissent au grand jour, ces derniers réunis ensuite à Goma, ont lancé une opération d'élargissement, qui a consisté à l'accueil de nouveaux collabos. Le point le plus important est la décision de créer un gouvernement collaborateur de l'occupant.

On peut désormais commencer à imaginer, comment peut se dérouler, la gestion d'une population Congolaise hostile, il sera possible de retrouver les deux aspects suivants:

1° la carotte :

Les parrains internationaux organiseront, un financement souterrain si possible pour l'application d'une politique de " la manne du ciel " , facilitant ainsi la vie sans effort aux populations dans l'unique but de gagner de son estime ; sans une quelconque vision de progrès et de réel développement.

Les mêmes parrains, après les avoir reconnu organiseront une politique de concurrence, en finançant des travaux miroirs dans l'unique but, de faire paraître un semblant de développement.

2° le bâton :

Il s'agira de continuer, la politique de terreur consistant à assassiner tout ceux qui ; leur refuseront le soutien.

La guerre continentale.

L'implication des grandes puissances est une réalité déterminante, dans l'entretien des conflits en Afrique : ils sont présents tantôt pour protéger leurs serviteurs, tantôt pour aider à chasser du pouvoir ceux qui refusent de les servir.

Dans ce qui se passe au SIERRA-LEONE, en GUINNEE-BISSAU, au CONGO-BRAZZA, au CONGO-KINSHASA, en ANGOLA, et dans d'autres territoires Africains en guerre, ils sont là ; dans un passé proche leurs propres armées en collaboration avec des traîtres, gagnés à coup des sommes d'argent s'occupaient du " sale boulot ". Le triste héritage de ce système, c'est le nombre aujourd'hui important de traîtres, que contient chaque pays et qui sont prêts à répondre, à l'appel d'une grande puissance.

Cette présence des grandes puissances est caractérisée essentiellement, par des livraisons d'armes et le financement de tous les services, que peut engendrer une guerre. La corruption se retrouve comme premier élément, créateur des guerres ainsi dénoncées.

Dans pays développé, rares seraient les citoyens qui refuseraient la corruption; si le système de dissuasion s'était avéré inefficace. L'Africain n'est certainement pas champion de la corruption, mais par sa situation il en est la cible idéale.

Puisque les corrupteurs, possédant des grands moyens financiers sont prêts à promettre le ciel, à qui veut l'entendre ; les clients ne leur feront jamais défaut.

Le mystère du CONGO-Brazza.

Le CONGO-BRAZZA aujourd'hui, théâtre d'affrontements entre les différentes milices et les miliciens "Cobras" de Mr DENIS Sassou Nguesso est l'exemple; d'une démocratisation ratée. D'après les reportages, Brazzaville vidée de ses habitants des quartiers sud, ressemblerait aujourd'hui à BEYROUTH. Les victimes se comptent par milliers, mais dans la plus grande indifférence de la communauté internationale. Les pays et les organismes puissants ferment les yeux, ce qui est considéré par certains, comme un appui à Mr Sassou.

Il faut se rappeler qu'avant, de se lancer à la conquête du pouvoir contre Mr Lissouba, Mr Sassou commença par aller s'incliner sur la tombe du Général de Gaulle à Colombey, comme pour affirmer son appartenance à la famille Gaulliste; cette puissante famille politique de France qui pour beaucoup d'Africains symbolise l'infantilisation de l'AFRIQUE et le paternalisme éternel de la France.

Pour avoir dans le passé, servi les intérêts de la France au détriment de ceux de son propre pays, personne avant et après lui n'ayant fait mieux ; Mr Sassou est considéré comme ; l'allier naturel de la France.

Il apparaît clair qu'avec les divergences idéologiques existantes, l'intervention de l'ANGOLA au CONGO - Brazza ne paraît motivée que par la présence de rebelles de l'UNITA, qui sont venus à la rescousse de Lissouba et non un soutien à Mr Sassou-Nguesso.

La situation de ce pays devrait rester, une préoccupation permanente pour la sécurité, dans la partie Ouest du CONGO-Kinshasa; Il faut se rappeler, que lors de la tentative de conquête de la ville de Kinshasa par la coalition Rwando-Ougandaise, Brazzaville avait servi de base d'observation des groupes armés, préparés pour servir d'appui aux envahisseurs.

Les alliés sûr de tous les groupes - armés du CONGO - Brazza ne sont pas forcément Africains; Il est à craindre que tout ce qui a pu être préservé jusqu'à présent, s'écroule rapidement au CONGO - Kinshasa et en ANGOLA; à cause d'une complicité venue de Brazzaville.

Quelles surprises le CONGO - Brazza prépare-t-il, contre ses voisins déjà en guerre ?

Combien de fois l'ANGOLA peut-il négocier avec l'UNITA ?

Mr Jonas Savimbi, pour avoir refusé de respecter des accords de paix, qu'il avait lui même signé, a remis de fait la guerre comme étant la réalité incontournable en ANGOLA. Combien de fois, doit-on négocier avec l'UNITA pour obtenir un accord; qui sera finalement respecté ? Tel est la question, que se pose le gouvernement ANGOLAIS.

On a l'impression que Savimbi a été gardé en réserve, car les seules pressions occidentales qui pouvant avoir un effet réel sur lui, ne semblent pas avoir été utilisées.

On se souvient que, c'est tout récemment lorsque, L'ANGOLA a refusé de retirer ses troupes du CONGO - Kinshasa que ses rapports avec les ETATS-UNIS se sont tendus davantage. L'une des déclarations du chargé des affaires Africaines à ce sujet a été : si l'ANGOLA veut la paix, il devra encore négocier avec l'UNITA sinon, il aura choisi la guerre. Signifiant ainsi qu'il n'aurait, aucune pression obligeant Savimbi à respecter, les accords signés.

Aujourd'hui, d'après plusieurs sources, l'UNITA est approvisionné en armements lourds et modernes, par le réseau de Kampala en OUGANDA.

Il n'y a que la peur du puissant, qui ayant envahi certaines plumes les empêchent de dénoncer, les désordres créés avec le concours des grandes puissances mondiales, notamment ETATS-UNIS.

Seul les CONGOLAIS pourront valablement œuvrer à l'épanouissement de leur pays.

L'expérience nous a montré que les exploitants extérieurs en majorité investissent chez eux ou ailleurs à partir des richesses exploitées en Afrique. Il devient désormais clair que seul l'Africain lui même créera sa propre voie vers le progrès. Développer l'Afrique restera un problème Africain. Beaucoup des puissances au monde s'étaient engagées dans l'aide au développement, le résultat est aujourd'hui bien visible. En réalité chacun protégeant son intérêt, développer l'Afrique ne peut être l'intérêt d'aucune des puissances qui prétendent l'aider dans ce sens.

Aujourd'hui, l'Afrique compte suffisamment des compétences, il lui reste l'organisation des initiatives et la volonté d'aller vers un réel progrès.

Il ne suffit pas de chercher la réalisation des grandes choses, un réel développement peut s'organiser autour de petites unités artisanales et en faisant un effort dans la formation à la gestion scientifique des acteurs économiques quel que soit leur niveau d'implication.

Le manque de devises fortes empêche souvent l'Afrique, de s'équiper en outils modernes de création de richesse.

Avec la volonté des gouvernants tout peut s'organiser avec la collaboration des nombreux des ressortissants Africains présents en occident.

Au CONGO, toute décision concernant l'économie, devrait tenir compte des ressortissants CONGOLAIS vivant à l'étranger ; car si chacun d'entre eux peut ramener sans peine, un outil de création des richesses, Ils lanceront une dynamique qui dépassera de loin, la valeur ajoutée dégagée par les taxes qui empêchent certains, d'être plus entreprenants. Beaucoup des CONGOLAIS commencent déjà à penser à leur retour prochain au pays, il sera donc très important à l'Etat, d'organiser l'exploitation des diverses compétences, acquises par ces derniers; pendant leurs séjours en occident.

Les Pratiques de l'ambassade du CONGO - Kinshasa à PARIS.

Le CONGO ne s'est pas libéré du Mobutisme, pour continuer ses pratiques. L'ambassade de la République Démocratique du CONGO en France est encore réellement ZAÏROISE, tout y fonctionne malheureusement comme pendant la triste période.

Les CONGOLAIS de France, fatigués par le dysfonctionnement dont ils sont fréquemment victimes, ne sachant pas sur qui compter, pour faire changer cet état des choses, perdent de plus en plus confiance au gouvernement de Kinshasa.

Les faits visibles sont les suivants :

Des tarifs imaginaires et non affichés pour les services.

Inexistence de quittance pour des services payés.

Tous les paiements se faisant en liquide.

Certains VISAS pouvant être payés en dehors des bâtiments de l'ambassade sans remise de quittance.

Inexistence de panneaux d'information.

Tout cela ne peut qu'affirmer l'existence dans cette ambassade, d'un système opaque organisé, pour le détournement des fonds publics.

Partant de là, il devient désormais important que les CONGOLAIS dénoncent ses pratiques, s'ils veulent contribuer à sortir le pays de ce fléau avec lequel, il ne faudra jamais parler de développement.

Christophe MASAMBA MA NGOMA.